



RÉFLEXIONS - En 2012, dix prêtres, une religieuse et une laïque catholiques ont trouvé la mort dans l'exercice de leurs fonctions, selon le rapport annuel de l'agence vaticane Fides. Aucune région du monde n'est épargnée?: six d'entre eux ont été tués sur le continent américain (deux au Brésil, deux au Mexique, un en Colombie et un au Guatemala)

Où se situent les dangers pour les religieux??

En 2012, dix prêtres, une religieuse et une laïque catholiques ont trouvé la mort dans l'exercice de leurs fonctions, selon le rapport annuel de l'agence vaticane Fides. Aucune région du monde n'est épargnée?: six d'entre eux ont été tués sur le continent américain (deux au Brésil, deux au Mexique, un en Colombie et un au Guatemala), quatre en Afrique (République démocratique du Congo, Mozambique, Tanzanie, ainsi qu'un prêtre à Madagascar), un en Asie (Philippines) et un autre au Proche-Orient (Liban).

Entre 2001 et 2011, ce sont plus de 280 religieux et prêtres catholiques qui ont été victimes de l'insécurité (notamment en Amérique latine), de l'instabilité politique et militaire (en particulier en Afrique et au Proche-Orient). Parfois, ce sont aussi leurs propres engagements qui les exposent à des représailles, à l'image du P. Henri Burin des Rozières, connu pour son combat pour les droits des paysans sans terre au Brésil, et qui bénéficie d'une protection policière.

Dans certaines régions, les enlèvements se sont multipliés. On reste sans nouvelles des trois assomptionnistes congolais Jean-Pierre Ndulani, Anselme Wasinkundi et Edmond Bamutute, un an après leur rapt dans la province du Nord-Kivu, en RD-Congo. De même, le sort du jésuite italien Paolo Dall'Oglio, de Mgr Paul Yazigi, métropolite grec-orthodoxe d'Alep, et de Mgr Jean Ibrahim, évêque syrien-orthodoxe de la même ville, tous trois enlevés en Syrie, demeure incertain. [À cette liste d'otages s'ajoute depuis jeudi 14 novembre le P. Vandenbeusch,](#) enlevé dans le nord du Cameroun et détenu depuis au Nigeria.

Qui décide du choix de partir ou de rester??

Pour le ministère des affaires étrangères à Paris, la consigne est claire. Dès que la vie des Français est exposée dans une région du monde, cette dernière est classée en zone rouge. « Nous exhortons alors tous nos ressortissants à la quitter ou à ne pas s'y rendre. Cette consigne vaut pour les prêtres, les journalistes, les hôteliers, tous les résidents », détaille Vincent Floréani, porte-parole adjoint du ministère. Les Français enregistrés auprès de l'ambassade peuvent recevoir un SMS leur demandant de rejoindre une zone sécurisée. Pour les cas délicats, l'ambassade ou le ministère les appellent directement au téléphone. « Mais nous n'avons pas les moyens de contraindre nos ressortissants. Du point de vue juridique, nos consignes n'ont aucune valeur, » souligne le représentant du Quai d'Orsay.

La spécificité de la vocation des missionnaires rend leur situation peu comparable à celle des autres ressortissants européens. Ils relèvent d'abord de leurs congrégations et diocèses d'origine. « Ces situations dramatiques ne sont pas exceptionnelles pour nous », explique le P. Laurent Tournier, provincial des eudistes et porte-parole de la Conférence des religieux et religieuses en France (Corref). « Les risques sont pesés dès l'envoi en mission. Nous prenons le temps du discernement. En général, un tel départ requiert deux années de préparation. Et même si la mission démarre dans un contexte calme, nous envisageons que la situation puisse évoluer. »

En cas de difficulté, la décision de rentrer appartient toujours au religieux concerné. En pratique, peu y consentent?: « Nous partons pour créer une communauté, ce qui nécessite au moins dix ans de travail, souligne le P. Tournier. Il ne s'agit en aucun cas d'être suicidaire mais ces situations font partie de notre vie. Un missionnaire part pour se donner lui-même, ce n'est pas un intermittent du spectacle. »

En Syrie ou en Irak, cette présence permet d'après lui d'apporter un message de confiance et de soutien. Il cite aussi l'exemple de religieuses d'origine malgache qui tiennent à rester dans le nord de la Centrafrique, où la population les soutient?: « Il y a une forme de neutralité reconnue aux religieux. » Cela ne signifie pas que les religieux font fi des recommandations des ambassades. En général, celles-ci les informent d'éventuelles complications.

Et quand tous les ressortissants sont évacués d'une zone à risque, « nous partons, pour ne pas mettre en difficulté les autorités françaises », assure le P. Tournier. Lors de la guerre civile en Algérie dans les années 1990, certains, comme les moines de Tibhirine, sont restés, mais d'autres communautés sont parties, estimant notamment qu'elles mettaient en danger la vie des personnes qui venaient chez elles et qui risquaient d'être identifiées comme chrétiennes, donc ciblées.

Pourquoi restent-ils??

En Syrie, à Homs, une des villes au nord de Damas en proie depuis de longs mois à de violents combats, le P. Ziad Hilal n'a jamais vraiment envisagé de se mettre à l'abri?: « Quand la situation s'est dégradée, notre supérieur provincial m'a demandé ce que je comptais faire. "Je serai le dernier à fermer la porte", lui ai-je dit. Il a respecté cette décision. Il en va de ma fidélité au peuple vers lequel j'ai été envoyé », explique-t-il.

Ce jésuite de 40 ans a appris à composer avec les menaces qui pèsent sur sa vie quotidienne?: « Le mal est là, mais je sais que Dieu ne nous abandonne pas. Nous sommes engagés dans une mission qui nous dépasse. Bien sûr, je peux être enlevé ou tué. Mais je me sens incapable d'abandonner le peuple à son destin. »

Au Cameroun, vendredi, à la demande de leur supérieure générale et sur les conseils de l'ambassade de France, trois religieuses françaises de la Congrégation des Filles du Saint-Esprit ont dû, elles, se résoudre à quitter leurs deux communautés proches de Koza, le village où avait été enlevé la veille le P. Vandenbeusch. « Quand nous partons en mission, nous épousons un pays, un peuple, reconnaît Sœur Thérèse Revault, membre de cette congrégation. Nous sommes donc là dans les coups durs. »

Au total, cinq sœurs françaises du Saint-Esprit vivent encore dans le nord du Cameroun.

« Toutes de très bonnes amies, commente cette religieuse, mais je n'ai pas envie de leur dire de revenir. L'une d'elles, qui était passée en France cet été, est repartie le cœur léger, comme on rentre à la maison. Elle m'a dit?: "Je resterai tant qu'on aura besoin de moi." »

<http://www.la-croix.com>

Publié: 19/11/2013